

10 mars 2006, Estrie

Allocution à l'occasion de l'annonce de la création du FIER-Croissance durable et du Fonds-Soutien Estrie

Salutations,

D'abord, je suis heureux de vous faire part de deux très bonnes nouvelles qui auront un effet de levier important dans le maintien de l'autonomie et de la prospérité de la région de l'Estrie, deuxième région exportatrice au Québec, rappelons-le. On est très près de la frontière américaine et, Monique et moi, avons été témoins de plusieurs débats dans la région sur le libre-échange, sur l'avenir de l'économie de la région et l'annonce qu'on fait aujourd'hui, se fait dans un contexte où il faut se rappeler à quel point notre économie à nous est tributaire justement de notre voisin américain.

Les deux annonces d'aujourd'hui réjouiront, ça je le sais, les entrepreneurs de la région et la population pour qui innover, exporter et connaître un rayonnement international, ont besoin de capitaux. J'ai le plaisir d'annoncer la création de deux fonds de capitaux de risque, dotés d'une capitalisation totale de dix-huit millions de dollars. Soit le FIER-Croissance Durable et le Fonds-Soutien Estrie.

Le Fonds FIER-Croissance Durable, d'une capitalisation de l'ordre de quinze millions de dollars est une initiative regroupant majoritairement les gens d'affaires de la région. Le FIER constitue une formule de capitalisation publique, privée, originale permettant de générer des effets multiplicateurs importants. Le gouvernement du Québec y investit deux dollars pour chaque dollar d'investissement qui vient du secteur privé.

La mise en place des FIER-Régions, à travers tout le Québec, aura permis de générer deux cent trente-quatre millions de dollars d'argent nouveau, principalement en capitaux de risque dans toutes les régions du Québec. Le nouveau FIER-Région-Croissance Durable est doté d'un capital de quinze millions de dollars, ce qui va permettre la réalisation de placements privés pour le développement de la croissance et la relève d'entreprises rentables et innovantes.

L'infrastructure manufacturière innovante et la relève d'entreprises seront encouragées. De même que les secteurs émergents de la région notamment l'environnement et les technologies de l'information. La gestion du FIER-Croissance Durable sera assurée par un conseil d'administration composé de membres investisseurs donc un fonds géré par l'entreprise privée.

Le Fonds-Soutien Estrie bénéficie d'une capitalisation de trois millions de dollars pour les entreprises situées sur le territoire des MRC de Coaticook, du Granit, du Haut-Saint-François, du Val-Saint-François ainsi que la Ville de Sherbrooke. Les Fonds de soutien sont sous l'égide de la Conférence régionale des élus et appuient la création de fonds de soutien également aux entreprises. Il constitue un des volets d'intervention économique régionale, c'est-à-dire du FIER, et dans le cas du Fonds-Soutien Estrie, la CRÉ de l'Estrie a désigné Gestion du Fonds Soutien de l'Estrie inc. pour gérer le nouveau Fonds. Les investisseurs sont

donc la Ville de Sherbrooke mais aussi le Mouvement Desjardins et les quatre MRC qui sont concernées.

Le gouvernement du Québec comme dans l'autre Fonds investit deux dollars pour chaque dollar investi. Les interventions de ces Fonds prendront la forme de capital, de l'équité quasi équité, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille dollars par entreprise. Dans tout le Québec, la mise en place des Fonds de soutien va permettre de générer soixante-trois millions de dollars de nouveaux investissements principalement en capitaux de risque pour appuyer le démarrage d'entreprises mais également de développement d'entreprises.

Mon gouvernement est convaincu que la meilleure façon d'assurer la prospérité du Québec et la pérennité de nos services publics et la qualité de vie aussi de nos concitoyens n'est pas de faire le travail à la place des investisseurs mais plutôt de permettre au secteur privé et surtout aux régions d'avoir les outils nécessaires pour faire leur propre développement.

Hier soir, j'étais à un événement pour fêter le quinzième anniversaire des États généraux sur le monde rural et les suites qui avaient été données à cela par Solidarité rurale du Québec. Il en ressort un élément très important pour l'avenir du Québec, c'est l'importance de reconnaître la spécificité de chaque région du Québec. Et c'est une mission que notre gouvernement s'est fixée depuis 2003 de le faire avec la création des Conférences régionales des élus, avec aussi un mouvement de décentralisation, d'adaptation de nos programmes, mais aussi avec la création d'outils qui sont spécifiques aux régions. Et des outils qui seront entre les mains des citoyens, citoyennes des régions, des décideurs des régions.

Les Fonds FIER, c'est le principal outil économique que nous avons livré depuis ce temps-là. Les Fonds FIER ont connu un beau succès à travers le Québec. Un succès qui, soit dit en passant, reflète le tissu économique de chaque région. Tout ça est en quelque sorte un peu le miroir de l'économie québécoise aussi. Ici dans la région, nous avons aujourd'hui un départ qui s'annonce très prometteur avec l'annonce de ces deux Fonds de capitalisation.

Je tiens à vous souligner une autre chose. Quand on est arrivé au gouvernement, on a mis sur pied un groupe de travail qui était présidé par Pierre Brunet. Ce groupe de travail a livré un rapport très important sur cette grande question des fonds de capitaux de risque au Québec. Parce que jusqu'à 2003, c'était l'État qui intervenait le plus dans les fonds de capitaux de risque. Avec les conséquences que nous connaissons.

Alors, le groupe de M. Brunet a fait un travail très important sur le rôle des sociétés d'État, la SGF, Innovatech, sur Investissement Québec en particulier. Ils ont pondu un rapport très important qui a amené notre gouvernement à faire des changements sur la façon dont on gère les capitaux de risque. Et on s'est fixé comme objectif, basé sur les constats du rapport Brunet, d'aller chercher davantage de fonds du secteur privé et, entre autres, d'aller attirer des investissements des États-Unis, d'étranger, et en particulier des États-Unis.

Pourquoi? Parce que le rapport Brunet faisait le constat suivant. Là où il y a trop de fonds publics, ça devient un obstacle à des investissements privés. Ça devient un frein à l'investissement privé. Or, quand il s'agit d'investir et de prendre des risques, des risques qui

nous amènent à avoir ou des profits ou des pertes, ce n'est pas aux citoyens à le faire. C'est aux citoyens corporatifs, c'est aux citoyens investisseurs à assurer ce risque.

Les résultats, les gens ont longtemps douté de ce changement de politique mais je me réjouis de constater qu'une reprise des investissements en capital de risque au Québec s'est fait sentir depuis 2004 où on a constaté après trois années consécutives de ralentissement, depuis en fait l'éclatement de la bulle des technologies de 2000, des signes encourageants avec une hausse des investissements de deux pour cent comparativement à 2003.

L'industrie québécoise du capital de risque a continué de progresser avantageusement en 2005 avec une hausse des investissements de douze pour cent comparativement à 2004, alors que les investissements pour l'ensemble du Canada sont demeurés à un niveau relativement stable et que la plupart des provinces, enfin, ont affiché une croissance ou négative de leurs investissements ou à peu près stable pour la même période.

Par ailleurs, pour une troisième année consécutive, les fonds de capital de risque américains et les autres investisseurs étrangers ont accru leurs activités de onze pour cent par rapport à 2004. Les fonds privés indépendants ont été plus actifs avec des investissements en hausse de quarante pour cent comparativement à 2004. Et les secteurs des technologies de l'information ont été les principaux bénéficiaires de cette croissance en 2005 avec une hausse de quatre pour cent par rapport à l'année précédente.

C'est donc dire que la formule fonctionne. Et d'ailleurs, j'en suis très fier pour une autre raison, c'est que on a beaucoup fait de démarches auprès de nos voisins américains, je pense à l'État du Massachusetts, à Boston où très tôt, je me suis déplacé pour aller encourager les investisseurs de capitaux de risque à s'intéresser au Québec et là, on en voit les résultats.

Mais les grands gagnants là-dedans, ce sont les citoyens du Québec, l'économie québécoise, les contribuables du Québec qui sont au bon endroit, au bon moment. Au lieu d'être mis à risque pour les fonds qu'ils confient à l'État.

Alors, Madame et Messieurs, aujourd'hui c'est un départ pour deux Fonds qui vont avoir un effet marquant sur notre économie.

Merci.